



Rémy Louis BUDOC, Représentant la Guyane

Cayenne le 14 février 2013

Communiqué

Mes craintes et mes espoirs sur le cadre budgétaire européen 2014 -2020 :

C'est la première fois dans l'histoire que l'Union européenne se dote d'un budget en baisse, disons d'austérité pour sept années.

Sur la politique de cohésion, c'est un recul important avec une coupe claire de 30 milliards de moins par rapport à la période de programmation 2007-2013. Dans ce contexte, tout devait être fait pour que les régions les moins développées et des Outre mer très dépendantes de ces fonds soient le moins impactées par la diminution de ces crédits qui financent les infrastructures, l'énergie, les TIC...

C'est ce qui s'est produit puisque les montants alloués aux Régions Ultrapériphériques sont reconduits sur des niveaux proches de la précédente programmation : sous réserve des calculs officiels de la Commission européenne, normalement, la Guyane, devrait bénéficier d'une enveloppe à peu près équivalente (environ 500 millions d'euros) à celle de la dernière programmation.

La mobilisation des présidents des RUP aux Açores en septembre 2012 a permis de sauvegarder l'essentiel avec quand même un goût de « pas assez de crédits » dans un contexte de crise et d'aggravation de la situation économique et sociale.

Malgré ce statut-quo, on n'a pas tout préservé puisque l'enveloppe additionnelle relative à la compensation des surcoûts montre qu'un camouflet a là encore, été évité : prévu à 30 euros/hab., c'est un gain de 10 euros/hab. qui est enregistré par rapport à la dernière proposition qui consistait à la ramener à 20 euros et contre laquelle l'ensemble des politiques ultramarines avaient protesté. Mais c'est quand même une perte de 5 euros par an et par habitant, par rapport à la dernière enveloppe de 2007-2013.

Aujourd'hui, l'octroi des fonds européens sera conditionné au respect par l'Etat membre de la règle d'or et la Guyane (comme les autres RUP) devra soutenir les efforts de réduction budgétaire de l'Etat, car si la France ne prend pas les mesures que la Commission exigera en matière budgétaire, les fonds destinés à ses régions, seront suspendus, y compris pour les RUP : c'est un piège, une véritable épée de Damoclès qui pèsera désormais sur l'ensemble des fonds structurels et sur les politiques publiques ultramarines.

La Guyane n'a pas de député européen, dommage !

En tout cas la balle est aujourd'hui dans le camp du Parlement européen qui aura à se positionner sur ce budget au moins de juillet prochain. Nous allons être vigilants pour que non seulement les crédits soient reconduits pour 2014-2020 mais si possible augmentés.

On va devoir aussi réfléchir à un nouveau modèle de relations avec l'Europe tenant compte des situations locales comme je le précise dans mon livre :

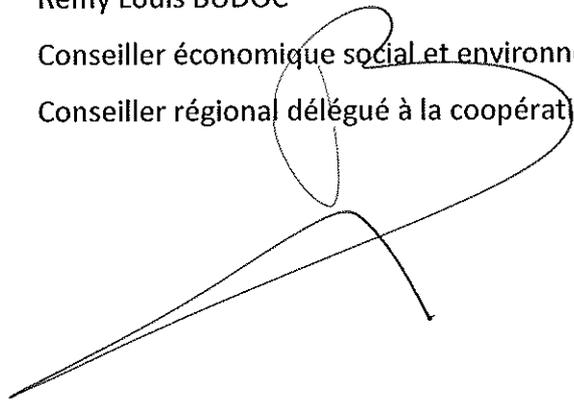
« Les Outre-mer et l'international : quelle place dans le monde globalisé » (Publisud).

Pourquoi ne pas, par exemple, transformer la Guyane en PTOM à l'horizon des premiers barils de pétrole vers 2019 ? : on pourra alors se passer des fonds RUP si on a la fiscalité pétrolière, et être plus libres pour commercer avec nos voisins avec moins de tracas au niveau de la réglementation : en matière sanitaire on saura au moins d'où vient ce que l'on a dans nos assiettes !

Rémy Louis BUDOC

Conseiller économique social et environnemental

Conseiller régional délégué à la coopération

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the printed name and titles. The signature is fluid and cursive, starting with a large loop and ending with a long, sweeping stroke that extends downwards and to the left.